

## École : 30 ans de réformes inabouties ? Le 4ème n° de *Sociétés en changement* édité par l'UCL

L'Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines de l'UCL (IACCHOS – 200 chercheurs) publie le quatrième numéro de *Sociétés en changement*: « **École : 30 ans de réformes inabouties ?** » A l'heure où le Pacte pour un enseignement d'excellence affronte la très délicate étape de son opérationnalisation, il est urgent de tirer des leçons du passé. Voilà ce que proposent **Hugues Draelants** et **Vincent Dupriez**, professeurs à l'UCL et membres du GIRSEF (Groupe interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation, l'Education et la Formation à l'UCL).

**Ces chercheurs prennent le risque de dessiner les grandes tendances adoptées par les réformes de notre système scolaire et d'en identifier les limites.** Ils partent d'un constat: depuis presque 30 ans, autrement dit depuis la communautarisation de l'enseignement en Belgique, les différentes coalitions politiques au pouvoir en Communauté française de Belgique ont tenté d'assumer le pilotage de l'enseignement pour la partie francophone du pays. Ces trente ans ont permis de passer d'un paysage éducatif très décentralisé à un ensemble qui ressemble, sur le plan formel en tout cas, à un système scolaire, avec un objectif constant : lutter contre les inégalités. Malheureusement, force est de constater que les réformes sont globalement inefficaces et que le fossé entre intentions et réalisations reste grand.

Le mérite des chercheurs est alors de **sortir de l'explication convenue du conservatisme des acteurs.** Il faut selon eux cesser d'occulter le fait que **la manière dont les politiques publiques sont pensées et conduites fait aussi partie du problème.** Trois hypothèses – non exclusives les unes des autres – sont ainsi posées. Le problème ne serait-il pas que **l'on a cherché à faire système sans faire sens**, exerçant ainsi sur les acteurs des contraintes qu'ils ne peuvent s'approprier ? Par ailleurs, la régulation du système n'a-t-elle pas insuffisamment choisi sa voie, combinant **des modèles contradictoires**, entre Etat évaluateur, quasi-marché et pilotage bureaucratique ? Enfin, les politiques **n'ont-elles pas manqué de réflexivité**, en anticipant trop peu les dynamiques probables qu'elles engendrent et la façon dont les acteurs scolaires s'ajustent aux évolutions produites ?

Pour l'avenir, face aux résistances au changement qui sont indéniables mais qui méritent d'être prises au sérieux, il s'agirait donc d'écouter les acteurs et de les aider à surmonter les défis du futur. **Les critiques exprimées sur le terrain révèlent souvent l'irréalisme et l'impréparation des réformes qui mettent en place des choses difficilement praticables** minant ainsi la légitimité pragmatique ou fonctionnelle du changement. Il s'agira aussi **d'accepter avec beaucoup d'humilité** que si le politique doit définir les **objectifs**, et affirmer plus explicitement des valeurs, il **doit aussi permettre une traduction locale** des réformes, autrement dit une adaptation par les équipes éducatives du projet général aux conditions singulières de leur établissement et aux compétences des enseignants.

Comme dans les numéros précédents, ce quatrième numéro de *Sociétés en changement*, édité par l'un des instituts de recherche (IACCHOS) de l'UCL, vise à **renforcer la présence des sciences sociales dans les débats de société.** La démarche critique de cette note vise à enrichir le débat sur le futur de l'École.

### Contacts presse

Vincent Dupriez, 010 47 81 21 ou [vincent.dupriez@uclouvain.be](mailto:vincent.dupriez@uclouvain.be)

Hugues Draelants, 010 47 88 34 ou 0484 867 550 - [hugues.draelants@uclouvain.be](mailto:hugues.draelants@uclouvain.be)